

*Le budget—M. Holtmann*

**M. Riis:** Le député peut-il expliquer comment cela peut traduire la confiance?

Peut-être nous dira-t-il en même temps s'il est d'accord avec sir John A. Macdonald, le maître du parti conservateur et le fondateur de notre nation, qui a déclaré le 7 mars 1878, à la Chambre:

Il est, monsieur le Président, des considérations nationales qui surpassent de beaucoup la simple accumulation de richesse, que la simple question d'un avantage commercial; il y a le prestige, l'État national, la puissance de cet État,—et aucune nation n'est jamais devenue grande, avec une politique de libre-échange.

• (1730)

Le député siège probablement pas loin du fauteuil qu'occupait autrefois sir John A. Macdonald. Le député est-il d'accord avec cette observation de sir John? Comment explique-t-il l'exode de quelque 10 millions de dollars d'investissement depuis deux ans?

**M. Holtmann:** Monsieur le Président, je vais tenter d'abord de répondre à la dernière question du député de Kamloops—Shuswap (M. Riis). Le député a dit que ce n'est pas en signant un accord de libre-échange qu'un pays va prospérer. Peut-être le député se méprend-il sur ce qu'est le libre-échange. Les pays de la CEE ont entre eux quelques traits sociaux communs. Ils semblent fort bien prospérer grâce à l'accord commercial unifié qu'ils ont signé. Le Canada n'y perdrait certes pas s'il signait avec son voisin du Sud un accord analogue du point de vue de sa capacité de fabrication, d'exportation et d'importation, car le commerce se fait nécessairement dans les deux sens.

Je suis sûr que dans son temps, sir John A. Macdonald était un personnage très compétent. Cependant, je suis sûr que les paramètres qui régissent le commerce mondial à l'heure actuelle sont différents de ceux de son époque. Je ne conteste pas que dans son temps, il pouvait avoir raison. J'aurais bien du mal à le dire.

Quant à l'entrée et à la sortie des capitaux, le fait que l'argent des grandes entreprises ait fui le Canada prouve que nos sociétés tiennent à poursuivre leurs activités à l'échelle internationale. Il n'y pas de mal à ce qu'elles fassent des incursions à l'étranger. Les Américains sont venus au Canada et ont constitué de grandes entreprises comme la General Motors. Je pense qu'il est extrêmement sain pour les sociétés canadiennes d'aller implanter des succursales à l'étranger.

On ne peut pas tout avoir. On ne peut pas laisser entrer les capitaux au Canada mais les empêcher de sortir. Quelle sorte d'attitude imaginaire est-ce là? Selon l'hypothèse que renferme ses questions, le député s'oppose à l'exode des capitaux, mais il voudrait que tous les financiers viennent investir chez nous. Des entreprises européennes ont investi au Canada, et maintenant des Canadiens vont investir en Europe. D'après moi c'est une attitude saine. Nous préférierions que plus de capitaux demeurent au Canada, mais il est normal de dépenser l'argent dans des pays du tiers monde avec qui nous avons des relations commerciales. Les entreprises canadiennes possèdent beaucoup d'expérience et de connaissances qu'elles pourraient utiliser ailleurs.

**M. Redway:** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les observations du député au sujet du budget. Je tiens à le féliciter des très sages et très utiles observations qu'il a formulées à cet égard. J'ai également écouté les observations et les

critiques des partis d'opposition, tout particulièrement le Nouveau parti démocratique, au sujet du budget et des dépenses du gouvernement. Les députés de l'opposition ont affirmé qu'en réduisant ses dépenses, le gouvernement avait supprimé des choses importantes pour le Canadien ordinaire. Le député a sans doute constaté comme moi que, selon le budget des dépenses de cette année, le montant des dépenses au titre de la sécurité de la vieillesse, du supplément du revenu garanti et des allocations aux conjoints augmenteront de plus de 900 millions de dollars au cours du prochain exercice financier. Les dépenses du gouvernement pour les personnes âgées augmenteront donc de près de un milliard de dollars.

Le député peut-il établir un rapport entre ces chiffres et les critiques formulées par l'opposition? Comment l'opposition peut-elle prétendre que le gouvernement ne dépense pas plus d'argent pour les personnes âgées et ceux qui ont le plus besoin d'aide dans notre société?

**M. Holtmann:** Monsieur le Président, je serai ravi de répondre à cette question. Les députés de l'opposition font toutes sortes de déclarations pour essayer de nous faire croire que le gouvernement ne s'intéresse pas aux personnes âgées et qu'il est prêt à leur couper les vivres dans bien des secteurs. Je dois reconnaître que nous avons effectivement essayé de faire une telle chose, mais nous avons constaté notre erreur. Nous n'avons pas caché que cela aurait été une erreur de désindexer comme prévu les pensions de sécurité de la vieillesse. Nous avons décidé de ne pas aller de l'avant avec ce projet et nous ne nous sommes pas écartés du droit chemin depuis. Nous avons continué de faire davantage pour aider ceux qui ont bâti le Canada.

Aucun gouvernement ne peut supprimer son déficit grâce aux impôts. Il faut apprendre à mieux gérer notre argent. Nous devons supprimer les dépenses fédérales dans les domaines où il y a du gaspillage. Il y a encore bien des secteurs au gouvernement où l'on gaspille de l'argent. Nous devons réduire les dépenses dans ces secteurs pour aider ceux qui en ont vraiment besoin.

En ce qui concerne les services de garde des enfants, nous devons être très prudents si nous voulons être certains d'aider uniquement ceux qui en ont besoin. C'est ce que nous devons faire pour bien gérer notre argent. Le gouvernement ne peut pas continuer à dépenser plus d'argent qu'il n'en gagne. Cela ne peut pas continuer parce que, sinon, le dollar perdra toute sa valeur. Il doit un jour y avoir un budget équilibré. Si je ne m'abuse, même l'opposition est d'accord là-dessus. Je suis convaincu que si le parti libéral était resté au pouvoir, ce qui aurait été catastrophique, il aurait cessé de trop dépenser. J'en suis convaincu.

Nous dépensons maintenant 33c. sur chaque dollar pour payer les intérêts sur notre dette. Nous dépenserions bientôt 50c. sur chaque dollar si la dette continuait d'augmenter. Quel genre de services pourrions-nous fournir si nous devions payer 90c. sur chaque dollar pour le service de la dette? C'est ce qu'il faut éviter. Nous avons été élus parce que nous savons comment gérer l'argent. Il y a eu des hauts et des bas, mais si nous pouvons éviter des erreurs coûteuses, nous pourrions maintenir une économie saine et prospère.

**M. Attewell:** Monsieur le Président, je tiens moi aussi à féliciter le député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann) de son